

solidaritésS (CH) — Communiqué de presse — Dimanche 5 juin 2016

Votations du 5 juin 2016 : résultats fédéraux

Asile : une forte dégradation, mais un premier pas pour construire un front de résistance

solidaritésS tire deux principales conclusions suite à l'adoption de la nouvelle loi sur l'asile. Tout d'abord, nous déplorons ce résultat qui confirme les durcissements de la politique d'asile et le glissement toujours plus prononcé vers une politique de fermeture de la Suisse.

Avec cette réforme ce sont d'abord les migrant-e-s qui verront leurs droits affaiblis et leurs vies mises en danger. « *Derrière l'accélération des procédures se cache accélération des renvois, notamment des cas Dublin. C'est le renforcement d'une politique européenne inhumaine et absurde qui sera mise en œuvre avec cette loi en Suisse* », déclare Pierre Conscience.

Cependant, nous sommes en droit de nous réjouir de résultats comme celui de Genève. Là où un comité se battait contre cette révision afin de promouvoir une véritable politique d'asile, nous avons réussi à réunir de nombreux électeurs-trice-s contre cette révision. « *Nous pouvons affirmer que le NON de gauche, ou plutôt le NON pour un vrai droit d'asile a non seulement existé, mais a su mobiliser des milliers de personnes* », souligne Marianne Ebel. « *Ceci doit être le premier pas pour reconstruire un front capable de lutter pour une véritable politique d'accueil des migrant-e-s en Suisse* », conclut Pablo Cruchon.

Après le RBI, vers des services publics de base inconditionnels !

solidaritésS avait appelé à voter OUI au Revenu de Base Inconditionnel (RBI). En effet, nous partageons avec une partie des défenseurs-euses de ce projet un socle de convictions communes. « *La société doit permettre à chacun-e de vivre décemment et donner à toutes et tous la possibilité d'exercer sans restriction ses droits sociaux et politiques. Nous avons également salué l'aspiration égalitaire, fraternelle, libératrice que portent de nombreux partisan-ne-s de cette utopie concrète* », explique Jorge Lemos.

Nous sommes toutefois plutôt favorables à des prestations de services publics gratuites et à la hauteur des besoins de chacun.e et à une sécurité sociale contrôlés démocratiquement par les usagers-ères et les salarié-e-s. Le modèle de la gratuité ne doit pas se cantonner à l'école obligatoire, il peut et doit être étendu aux transports, au logement, à l'eau, à l'énergie, aux télécoms, à la santé, à la culture... Nous voulons que ces biens communs fondamentaux échappent à la sphère marchande et soient ainsi socialisés et collectivisés.

Malgré le clair refus des urnes aujourd'hui, il est à noter que plus de 20% des votant-e-s se sont positionnés en faveur d'un modèle alternatif de société. Au delà du score, nous saluons la campagne dynamique portée par des centaines de militant-e-s, qui a eu un écho très fort, y compris au niveau international et a permis de poser des questions essentielles sur la nécessité d'assurer des conditions de vie dignes à tout un chacun, indépendamment du marché du travail.

NON aux politiques d'austérité au nom des routes

En refusant massivement l'initiative « vache à lait », la population a envoyé un avertissement très clair aux tenants du tout-à-la-route : les Suisses et Suissesses ne veulent pas laisser construire des routes à l'infini, bétonner le paysage et encourager un mode de transport polluant et nuisible. Le lobby routier n'a pas réussi à faire passer cette initiative mensongère, dont les conséquences auraient été catastrophiques pour les caisses de la Confédération. C'est un soulagement, mais nous restons vigilants car une nouvelle version édulcorée d'un projet de ce type est à craindre : la droite bourgeoise aura sans doute à cœur de donner des gages au puissant lobby automobile et routier pour s'assurer de son soutien lors des prochaines échéances électorales. « *Ne soyons pas dupes : si une partie de la droite a retourné sa veste, c'est bien plus par calcul politique (et souci*

du timing) que par revirement idéologique. En effet, supprimer 1.5 milliards dans les caisses fédérales pour les reverser à la route aurait été périlleux et aurait sans doute, de leur point de vue, mis en danger la RIE III (3e réforme de l'imposition des entreprises), en discussion actuellement aux chambres fédérales. », a déclaré Thibault Schneeberger. Dossier sous surveillance donc, et nous n'hésiterons pas à agir pour faire respecter la volonté populaire qui s'est clairement exprimée aujourd'hui.

Services publics : un NON clair pour un projet confus

En refusant le texte de l'initiative « En faveur des services publics », les citoyen-ne-s suisses ne se sont pas laissés abuser par un texte confus et qui ouvrait des possibilités dangereuses pour la qualité des services publics. Bien sûr, nous nous félicitons de ce vote, sans pour autant oublier que la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE3), représente la prochaine et plus importante menace sur les services publics en Suisse, depuis la deuxième guerre mondiale. « Avec 5 milliards de pertes annuelles prévues par cette réforme, il faudra bien couper dans quelque part, et les services publics en prendront un coup. », explique Pierre Conscience.

Modification de la LPMA : une bonne nouvelle pour la liberté de procréation

La liberté de procréer dans de bonnes conditions est confirmée par l'acceptation du DPI en Suisse. « Garantir de bonnes conditions de procréation médicalement assistée pour les couples qui doivent utiliser la fécondation in vitro (FIV) est une bonne nouvelle! La priorité pour solidarités est désormais le remboursement des FIV pour que cela cesse d'être un privilège de riches infertiles. solidarités fait maintenant confiance aux associations de défense des personnes handicapées et au corps médical pour prévenir les dérives possibles que les milieux intégristes religieux ont essayé d'instrumentaliser pendant cette votation », explique Dimitri Paratte.

Contacts :

GE – Pablo Cruchon (079 800 68 73)

VD – Pierre Conscience (079 708 24 01)

NE – Dimitri Paratte (078 911 53 31)